

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 14 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

65 chemin du moulin carron
69570 Dardilly

Références : AC/MV/2024/C_066
Code AIOT : 0012100206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement EDILIANS implanté 675 rue de la Tuilerie 39140 COMMENAILLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- 675 rue de la Tuilerie 39140 COMMENAILLES
- Code AIOT : 0012100206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 pour une durée de 25 ans. La carrière alimente en argile l'usine de fabrication de tuiles EDILIANS à Commenailles.

Thèmes de l'inspection : niveaux de production, phasage et règles d'exploitation, sécurisation du site, remise en état, prévention des pollutions des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 14.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées aux hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 26.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 4	Sans objet
2	Limites de l'emprise de la carrière	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 6	Sans objet
3	Bornage et sécurisation du site	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 10	Sans objet
4	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 11	Sans objet
5	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.1	Sans objet
7	Remise en état par phase	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.3	Sans objet
8	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 19	Sans objet
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 23	Sans objet
10	Eaux pluviales sur les surfaces en extraction	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 26.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison des faibles niveaux de production depuis l'autorisation d'exploiter, la carrière EDILIANS au lieu-dit « Champ du Si » à Commenailles présente un retard d'exploitation substantiel par rapport au phasage prévu.

A ce titre, l'exploitant vérifiera le calcul du montant des garanties à cautionner pour la dernière phase d'exploitation et transmettra un nouvel acte de cautionnement actualisé du montant si nécessaire.

L'inspection ne relève pas de graves manquements dans l'exploitation de la carrière.

L'inspection relève toutefois que les moyens de protection des sols mis en place lors du ravitaillement en hydrocarbures des engins dans la carrière ne répondent pas strictement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant justifiera et démontrera l'équivalence de son dispositif de protection des sols au regard des dispositions réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production
Prescription contrôlée : La production moyenne annuelle sur 5 ans est de 48 000 tonnes avec un maximum annuel de 72 000 tonnes en cas de chantier exceptionnel. La quantité totale maximale à extraire est de 1 200 000 tonnes environ.
Constats : Sur les 5 dernières années (2019 à 2023 inclus) les productions annuelles ne dépassent pas le maximum autorisé. La production (brute) moyenne annuelle sur les 5 dernières années est inférieure à 48 000 tonnes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir un bilan d'extraction (ou de production) par phase depuis le démarrage de l'exploitation de la carrière. Préciser les tonnages de stériles d'extraction qui entrent dans le volume de production brute autorisé. Préciser le tonnage total autorisé restant à extraire au 31/12/2023. Préciser la méthode de calcul des tonnages et la densité retenue pour le calcul.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limites de l'emprise de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Limites de l'emprise de la carrière
Prescription contrôlée : Les limites de la carrière sont celles définies sur le plan annexé à la demande susvisée (annexe 1). La référence cadastrale des terrains concernés par la présente autorisation est la suivante : parcelles ZT 22 (COMMENAILLES) (Annexe 2).
Constats : L'emprise globale autorisée de la carrière correspond à la parcelle ZT 22 sur le territoire de la commune de Commenailles. La superficie de cette parcelle est de 25 ha 36 a 54 ca. La carrière n'a pas fait l'objet de cessation partielle de surfaces.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bornage et sécurisation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Bornage et sécurisation du site
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2. des bornes de nivellement ; 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, enfermant la zone d'extraction. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation. Elles signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres.
Constats : Le bornage du périmètre autorisé a été réalisé avant le démarrage de l'exploitation. La périphérie de la carrière est protégée par une clôture en fils barbelés. Des pancartes à l'entrée de la carrière équipée d'une barrière et le long de la clôture périphérique indiquent l'interdiction d'entrer et la présence de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : L'accès à la carrière est aménagé pour ne pas créer de risques pour la sécurité publique. Une aire de dégagement sur la droite le long de la route départementale bordant le site permet aux camions entrant dans la carrière depuis le bourg de Commenailles de laisser passer la circulation, le cas échéant. La visibilité est suffisamment dégagée. L'exploitant met en place, en phase d'exploitation et dans les deux sens de circulation le long de la route départementale, des panneaux équipés de gyrophares indiquant une sortie de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans ses plans prévisionnels dont copies sont jointes au présent arrêté en annexes 4 à 8.
Constats : L'exploitation est dans la phase 5 temporelle. Cependant en raison d'un niveau d'exploitation inférieur au rythme moyen prévu, l'exploitation se situe actuellement en fin de phase 3 : "poursuite de l'exploitation sur la zone sud-ouest".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 14.1
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à : pour la troisième période de cinq ans pour une superficie d'environ 5,1 ha : 84396 euros TTC. pour la quatrième période de cinq ans pour une superficie d'environ 3,2 ha : 45796 euros TTC. pour la cinquième période de cinq ans pour une superficie d'environ 5,2 ha : 79 938 euros TTC
Constats : L'acte de cautionnement fourni par l'exploitant est d'un montant de 129 500 euros pour la période du 3 avril 2022 au 3 avril 2027 (correspondant à la cinquième période théorique).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du retard important dans le phasage de l'exploitation, l'exploitant fournira un nouveau calcul du montant des garanties financières à constituer pour la dernière phase (2022 à 2027), sur la base des surfaces et des conditions d'exploitation réelles. Dans le cas où ce montant serait substantiellement supérieur au montant actuellement cautionné (plus de 10 %), l'exploitant adressera à la préfecture un nouvel acte de cautionnement actualisé du montant calculé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Remise en état par phase

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état par phase
Prescription contrôlée : L'exploitation de chaque phase ne peut débuter qu'après achèvement des travaux de remise en état prévus au titre de la phase précédente.
Constats : La remise en état est réalisée de manière coordonnée à l'exploitation. Les terrains remis en état sont restitués à l'exploitant agricole. La partie « est » de la carrière d'une surface de 9 ha a été remise en prairie. Une zone humide au « nord-est » de la carrière de 1,75 ha a été aménagée au titre de la compensation environnementale de la carrière EDILIANS Bois de Gand en cours d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : La cote minimale du carreau principal final ne doit pas être inférieure à 210 mètres NGF environ. Les fronts doivent être constitués d'un ou de deux gradins d'une hauteur verticale totale au plus égale à 8 m. Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : La cote minimale du carreau d'exploitation est à 211 m NGF selon le dernier plan d'exploitation relevé en novembre 2023. Les fronts (en forme de talus) ont une hauteur verticale maximale de 3 mètres. Les bords de l'excavation se situent à plus de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle 1/2000. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• Les limites de propriété et des parcelles cadastrales.• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état.

Constats : Le dernier plan d'exploitation à l'échelle 1/750 a été relevé le 8 novembre 2023. Toutes les informations requises sont présentes sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eaux pluviales sur les surfaces en extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 26.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales sur les surfaces en extraction
Prescription contrôlée : Durant les cinq phases de l'exploitation toutes mesures seront prises pour assurer l'écoulement gravitaire des eaux de pluie : <ul style="list-style-type: none"> • durant l'exploitation des trois dernières phases, les eaux seront dirigées vers la partie Sud-Ouest pour atteindre après décantation dans un deuxième bassin de 4550 m³, le fossé qui alimente l'étang de Goie, -pour assurer l'écoulement gravitaire des eaux de ruissellement. A cet effet, la topographie résultant de l'extraction ne devra pas former de points bas à l'exception de l'emplacement des bassins de décantation. Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none"> • MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) • DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : < 125 mg/l (norme NF T 90 101). la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
Constats : Les eaux de ruissellement dans le périmètre de la carrière s'écoulent par voie gravitaire. Actuellement, ces eaux sont collectées dans un bassin principal en partie « sud-ouest » de l'emprise. Après une première décantation, le trop plein d'eaux s'écoule à travers plusieurs petits bassins en paliers, puis est rejeté dans un fossé en direction de l'étang Goie. Un système de filtration aux points de déversement de chaque bassin est mis en place. L'exploitant surveille une fois par an la qualité des rejets d'eaux. Les derniers résultats d'analyses sont conformes aux valeurs limites réglementaires (y compris en taux d'hydrocarbures).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées aux hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 26.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées aux hydrocarbures
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier doit être réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux. Ces eaux ne peuvent être rejetées dans les bassins de décantation que si la teneur en hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l norme NF T 90 114). Aucun stockage d'hydrocarbure sur le site n'est autorisé.

Constats :

Le site ne comprend pas d'aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux.

Selon l'exploitant, les engins évoluant dans la carrière sont ravitaillés à l'entrée du site environ 1 fois par semaine durant les périodes d'exploitation (qui durent 3 à 4 mois dans l'année).

Selon l'exploitant, le ravitaillement est effectué au-dessus d'un « bac de rétention ».

Les travaux d'extraction et les opérations de ravitaillement sont réalisés par des entreprises sous-traitantes.

Il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection la procédure (ou consigne) de ravitaillement en précisant la zone des opérations, le type d'engins ravitaillés, les moyens de ravitaillement (camion citerne ou autre) et les moyens de rétention prévus, en justifiant de leur étanchéité et de leur volume.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois